

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 69

Loi modifiant la Loi de la qualité de l'environnement

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. MARCEL LÉGER

Ministre délégué à l'environnement

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 8

NOTES EXPLICATIVES

Les modifications proposées à la Loi de la qualité de l'environnement ont principalement pour objet:

a) de reconnaître à toute personne le droit à la qualité de l'environnement et à la sauvegarde des espèces vivantes qui y habitent et de prévoir un recours civil en injonction afin d'assurer le respect de ce droit;

b) de créer un Bureau d'audiences publiques sur l'environnement chargé de tenir des audiences publiques dans le cas des projets assujettis à une étude d'impact sur l'environnement et dans tout autre cas où le ministre le lui demandera;

c) de remanier la procédure administrative afférente à la préparation des études d'impact sur l'environnement et à la délivrance des certificats d'autorisation dans le cas des projets assujettis à cette procédure;

d) de permettre d'ordonner le réaménagement des carrières et sablières existantes;

e) de régir les taux imposés par l'exploitant d'un lieu d'élimination des déchets dans un territoire où le nombre de lieux d'élimination a été limité par règlement;

f) de conférer à toute personne ou municipalité le droit d'intervenir lors d'un appel devant la Commission municipale du Québec concernant les matières visées par la présente Loi;

g) d'augmenter les peines applicables en cas d'infraction à la Loi ou aux règlements;

h) de permettre au ministre d'intervenir pour nettoyer ou ramasser des contaminants rejetés dans l'environnement;

i) de permettre à toute personne d'intenter des poursuites pénales en cas d'infraction à la Loi ou aux règlements;

j) de compléter certains pouvoirs d'inspection ou d'ordonnance et d'autres dispositions de nature administrative destinées à assurer l'application de la Loi de la qualité de l'environnement.

Projet de loi n° 69

Loi modifiant la Loi de la qualité de l'environnement

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. La Loi de la qualité de l'environnement (1972, chapitre 49) est modifiée par l'insertion, après l'article 6, de ce qui suit:

«SECTION IIA

«LE BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

«**6a.** Un organisme, ci-après appelé «le Bureau» est institué sous le nom de «Bureau d'audiences publiques sur l'environnement».

«**6b.** Le Bureau est composé d'au plus cinq membres dont un président et un vice-président nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe, suivant le cas, le traitement ou le traitement additionnel, les allocations ou les indemnités auxquels ils ont droit.

Toutefois, lorsque l'expédition des affaires dont le Bureau a la charge le requiert, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer pour le temps et avec la rémunération qu'il détermine des membres additionnels.

«**6c.** Le Bureau a pour fonctions d'enquêter sur toute question relative à la qualité de l'environnement que lui soumet le ministre et de faire rapport à ce dernier de ses constatations.

Il doit tenir des audiences publiques dans les cas où le ministre le requiert.

Sauf dans le cadre de l'application de l'article 31c, le ministre publie un avis à la *Gazette officielle du Québec* de tout mandat d'enquête qu'il confie au Bureau.

«**6d.** Le Bureau peut tenir simultanément plusieurs audiences publiques.

Les audiences publiques sont conduites par un ou plusieurs membres du Bureau selon que le détermine le président.

«**6e.** Les membres du Bureau possèdent, pour les fins des enquêtes qui leur sont confiées, les pouvoirs et l'immunité des commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

«**6f.** Le Bureau adopte des règlements pour sa régie interne de même que des règles de procédure relatives au déroulement des audiences publiques.

Ces règles entrent en vigueur, après leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

«**6g.** Tous les rapports d'enquête du Bureau sont rendus publics par le ministre dans les soixante jours de leur réception.

«**6h.** Les articles 15, 16, 17 et 19 s'appliquent, en les adaptant, au Bureau.»

2. Les articles 7 et 8 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

«**7.** Un organisme de consultation ci-après appelé «le Conseil» est institué sous le nom de «Conseil consultatif de l'environnement».

«**8.** Le Conseil doit donner son avis au ministre sur toute question que celui-ci lui soumet relativement aux sujets visés par la présente loi.

Il peut aussi, de sa propre initiative, formuler un avis sur toute question relative à la qualité de l'environnement.

Il peut, à la demande du ministre, recevoir et entendre les requêtes et suggestions des individus et des groupes sur toute question visée par la présente loi.»

3. L'article 9 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Le ministre est tenu de rendre publics les avis du Conseil.»

4. Ladite loi est modifiée par l'addition, après l'article 19, de ce qui suit:

«SECTION IIIA

«LE DROIT À LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT ET
À LA SAUVEGARDE DES ESPÈCES VIVANTES

«**19a.** Toute personne a droit à la qualité de l'environnement et à la sauvegarde des espèces vivantes qui y habitent, dans la mesure prévue par la présente loi et les règlements.

«**19b.** Un juge de la Cour supérieure peut, sur requête, accorder une injonction pour empêcher tout acte ou toute opération qui porte atteinte ou est susceptible de porter atteinte à l'exercice d'un droit conféré par l'article 19a.

«**19c.** La requête visée dans l'article 19b peut être faite par toute personne physique domiciliée au Québec qui fréquente un lieu à l'égard duquel une contravention à la présente loi ou aux règlements est alléguée ou le voisinage immédiat de ce lieu.

Elle peut être faite également par le procureur général et par toute municipalité où se produit ou est sur le point de se produire la contravention.

«**19d.** Dans le cas où une injonction interlocutoire est demandée, le cautionnement visé dans l'article 755 du Code de procédure civile ne peut excéder \$500.

«**19e.** Toute requête faite en vertu de la présente section doit être signifiée au procureur général.

«**19f.** Les articles 19b à 19e ne s'appliquent pas dans le cas d'un projet autorisé suivant les articles 31a à 31i ou pour lequel la procédure visée dans ces articles est commencée sauf à l'égard de tout acte ou de toute opération non conforme aux dispositions du certificat d'autorisation visé dans l'article 31e.»

5. L'article 22 de ladite loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Le Directeur peut également exiger du requérant tout renseignement, toute recherche ou toute étude supplémentaire dont il estime avoir besoin pour connaître les conséquences du projet sur l'environnement.»

6. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 27, du suivant:

«**27a.** Le Directeur peut ordonner à l'exploitant de toute carrière ou sablière déjà en exploitation de préparer et de mettre en oeuvre un plan de réaménagement du terrain selon les conditions qu'il indique.

Cette ordonnance doit être précédée de l'avis préalable prévu à l'article 25.»

7. L'article 29 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Lorsque pour se conformer à une ordonnance du ministre, une municipalité est obligée de faire des dépenses, elle est autorisée à contracter un emprunt qui ne requiert pas d'autres approbations que celles du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec.»

8. L'article 31 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, des paragraphes suivants:

«*j*) préciser les délais et les modalités selon lesquels le responsable de la présence accidentelle dans l'environnement d'un contaminant visé à l'article 20 doit aviser le Directeur et prescrire quels registres doivent être tenus à ce sujet;

«*k*) prescrire, pour une ou plusieurs catégories de projets, la période de validité de tout certificat d'autorisation, approbation, autorisation, ou certificat délivré en vertu de l'un ou l'autre des articles de la présente loi;

«*l*) régir ou prohiber l'usage de tout contaminant et la présence de tout contaminant dans un produit vendu, distribué ou utilisé au Québec;

«*m*) déterminer les modalités selon lesquelles doit être faite toute demande de permis, certificat, autorisation, approbation ou permission prévue en vertu de la présente loi.»

9. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 31, de ce qui suit:

«SECTION IVA

«ÉVALUATION DES IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT DE CERTAINS PROJETS

«**31a.** Nul ne peut entreprendre la réalisation d'une construction, d'une industrie, d'un plan, d'un programme, d'un projet ou d'une activité faisant partie d'une catégorie déterminée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil sans préparer une étude d'impact sur l'environnement et obtenir un certificat d'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil.

«**31b.** Celui qui a l'intention d'entreprendre la réalisation d'un projet visé à l'article 31a doit déposer un avis écrit au ministre décrivant la nature générale du projet. Le ministre indique alors à l'initiateur du projet la nature et l'étendue de l'étude d'impact que celui-ci doit préparer. Il lui indique également si cette étude d'impact doit être une étude préliminaire ou détaillée ou s'il doit préparer les deux.

«**31c.** Après avoir reçu l'étude d'impact préliminaire ou l'étude d'impact détaillée, selon le cas, le ministre indique à l'initiateur du projet d'entreprendre la consultation publique prévue par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

Toute personne ou municipalité peut, dans le délai prescrit par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, demander au ministre la tenue d'une audience publique relativement à ce projet.

À moins qu'il ne juge la demande frivole, le ministre requiert le Bureau de tenir une audience publique et de lui faire rapport de ses constatations.

«**31d.** Le ministre peut demander à l'initiateur du projet de fournir tout renseignement ou d'entreprendre toute recherche dont il estime avoir besoin afin d'évaluer complètement les conséquences sur l'environnement du projet proposé.

«**31e.** Lorsque l'étude d'impact est jugée satisfaisante par le ministre, elle est soumise, avec la demande d'autorisation, au lieutenant-gouverneur en conseil. Ce dernier peut délivrer un certificat d'autorisation pour la réalisation du projet avec ou sans modification et aux conditions qu'il détermine ou refuser de délivrer le certificat d'autorisation. Cette décision peut être prise par tout comité de ministres dont fait partie le ministre et auquel le lieutenant-gouverneur en conseil délègue ce pouvoir.

Cette décision est communiquée à l'initiateur du projet et à ceux qui ont soumis des représentations.

«**31f.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut soustraire en tout ou en partie de l'obligation de préparer une étude d'impact sur l'environnement, certaines constructions, industries, plans, programmes, projets ou activités visés à l'article 31a et dont la planification, la conception ou la démarche de réalisation est commencée lors de l'entrée en vigueur du présent article.

Avis de cette décision est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

«**31g.** Toute décision rendue en vertu de l'article 31e lie le Directeur.

«**31h.** Le ministre peut soustraire à une consultation publique des renseignements ou données concernant des procédés industriels et prolonger, dans le cas d'un projet particulier, la période minimale de consultation publique prévue par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

«**31i.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour:

a) déterminer les catégories de constructions, d'industries, de plans, de programmes, de projets ou d'activités auxquelles s'applique l'article 31a;

b) déterminer le contenu minimal d'une étude d'impact sur l'environnement et définir le sens des expressions «étude d'impact préliminaire» et «étude d'impact détaillée»;

c) prescrire les modalités de la consultation publique relative à toute demande de certificat d'autorisation ou d'étude d'impact sur l'environnement pour certaines ou toutes catégories d'activités visées dans l'article 22 ou dans l'article 31a, y compris la publication d'avis dans les journaux par le requérant, la teneur de tels avis, le délai pendant lequel les personnes et municipalités peuvent faire des représentations et demander la tenue d'une audience publique et le délai imparti au Bureau pour tenir une audience publique et faire rapport;

d) prescrire le mode de publicité des audiences publiques du Bureau et indiquer les personnes auxquelles les rapports d'audience et les études d'impact doivent être transmis.»

10. L'article 32 de ladite loi est modifié par le remplacement des troisième, quatrième et cinquième alinéas par ce qui suit:

«**32a.** Une personne ne peut exploiter un système d'aqueduc ou d'égout, à moins d'avoir obtenu un permis d'exploitation du Directeur. Ce permis, de même que toute autorisation délivrée en vertu de la présente section, peut être émis au nom d'une raison sociale.

«**32b.** Un permis d'exploitation est également requis dans le cas de toute municipalité qui exploite un système d'aqueduc ou d'égout à l'extérieur de son territoire pour le bénéfice d'abonnés qui habitent en dehors de son territoire.

«**32c.** En sus des exigences établies par tout règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, celui qui sollicite les permis visés aux articles 32a ou 32b doit soumettre à l'appui de sa demande un certificat du greffier ou du secrétaire-trésorier de la municipalité dans laquelle le système d'aqueduc ou d'égout est situé, attestant

que cette municipalité ne s'objecte pas à la délivrance du permis pour le secteur desservi par ce système.

Si la municipalité s'objecte à la délivrance du permis, le Directeur doit tenir une enquête et entendre les intéressés avant de prendre sa décision.

Le présent article s'applique *mutatis mutandis* dans le cas où une personne demande une autorisation selon l'article 32 et dans le cas où une telle autorisation est demandée par une municipalité relativement à des travaux projetés à l'extérieur de son territoire pour y desservir des abonnés.

«**32d.** En cas de cession d'un système d'aqueduc ou d'égout, le Directeur peut transférer à l'acquéreur le permis d'exploitation du cédant.

«**32e.** Le ministre peut ordonner à une municipalité d'exploiter provisoirement le système d'aqueduc ou d'égout d'une personne, selon les conditions qu'il fixe, lorsqu'il le juge nécessaire pour assurer aux abonnés un service adéquat.

«**32f.** Lorsqu'il autorise une municipalité à exécuter des travaux d'aqueduc ou d'égout dans un secteur desservi par un système exploité par le détenteur d'un permis, le Directeur peut imposer les conditions qu'il juge appropriées, y compris l'acquisition de gré à gré ou par expropriation, des ouvrages existants.

«**32g.** Nul ne peut cesser d'exploiter, aliéner ou louer un système d'aqueduc ou d'égout ou en disposer autrement que par succession, sans obtenir une autorisation du Directeur à cette fin.

«**32h.** Le Directeur peut révoquer un permis d'exploitation lorsqu'un système d'aqueduc ou d'égout n'est pas exploité conformément aux normes prescrites par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

Le Directeur révoque le permis d'exploitation dans le cas de cession d'un système d'aqueduc ou d'égout à une municipalité et dans le cas où le détenteur du permis cesse l'exploitation du système d'aqueduc et d'égout.

«**32i.** Dans le cas des systèmes d'aqueduc ou d'égout visés aux articles 32a ou 32b, l'exploitant ne peut, nonobstant toute convention particulière, imposer des taux ou les modifier sans obtenir l'autorisation préalable du Directeur.»

11. L'article 33 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**33.** Nul ne peut aménager ni exploiter un terrain d'amusement, de camping, de roulotte, une colonie de vacance ou une plage publique à moins qu'ils ne soient desservis par un système d'aqueduc et un système d'égout autorisés par le Directeur selon l'article 32 ou qu'il ne détienne un permis délivré en vertu de l'article 32*a* ou que le Directeur n'ait autorisé, selon les modalités déterminées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil un autre mode d'alimentation en eau et d'évacuation des eaux usées. »

12. L'article 34 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

«Le ministre peut rendre à l'égard d'une municipalité les ordonnances qu'il juge nécessaires en matière d'alimentation en eau potable et de gestion des eaux usées, notamment sur les matières énumérées au premier alinéa.

À défaut d'entente, la Commission municipale fixe les taux dans le cas où une municipalité achète ou vend de l'eau ou fournit un service d'égout à une autre municipalité ou à une personne qui exploite un système d'aqueduc ou d'égout en vertu d'un permis ou dans le cas où une personne vend de l'eau ou fournit le traitement des eaux à une municipalité.»

13. L'article 36 de ladite loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

«L'approbation du ministre n'est pas requise dans le cas des ententes qui portent principalement sur la vente d'eau ou la tarification de l'évacuation ou du traitement des eaux usées entre municipalités.»

14. L'article 38 de ladite loi est abrogé.

15. L'article 39 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**39.** Si les taux n'ont pas été autorisés suivant l'article 32*i*, si le permis d'exploitation a été révoqué suivant l'article 32*h* ou si le permis n'a pas été délivré suivant les articles 32*a* ou 32*b*, il ne peut être perçu des contribuables ou bénéficiaires du système d'aqueduc ou d'égout aucune taxe, droit ou redevance établis pour les fins dudit système.»

16. L'article 40 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**40.** Une municipalité obligée de faire des travaux en vertu des articles 34 ou 35 est autorisée à contracter un emprunt par règlement qui ne requiert pas d'autres approbations que celles du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec.»

17. L'article 46 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement du paragraphe *e* par le suivant:

«*e*) déterminer les méthodes de prélèvement, de conservation et d'analyse des échantillons d'eau pour les fins de l'application d'un règlement adopté en vertu du présent article;»;

b) par l'addition, à la fin, des paragraphes suivants:

«*m*) prohiber ou régir la distribution en vrac d'eau destinée à la consommation humaine;

«*n*) établir des procédures et modalités pour l'application des articles 32*a* à 32*h*;

«*o*) établir les devoirs, droits et obligations des abonnés et de l'exploitant relativement au fonctionnement et à l'exploitation d'un système d'aqueduc ou d'égout visé aux articles 32*a* ou 32*b* et prohiber les actes préjudiciables à son fonctionnement et à son exploitation;

«*p*) soustraire de l'application de l'article 32 certaines catégories de projets, d'appareils ou d'équipements.»

18. L'article 50 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**50.** Nul ne peut offrir en vente, exposer ou vendre un moteur ou un véhicule-automobile dont le fonctionnement a pour effet d'émettre des polluants dans l'atmosphère ou pour lequel un règlement du lieutenant-gouverneur en conseil exige la mise en place d'un appareil destiné à réduire ou éliminer l'émission d'un contaminant dans l'atmosphère, sans que le moteur ou le véhicule-automobile ne soit muni d'un tel appareil.»

19. L'article 51 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**51.** Nul ne peut utiliser ni permettre l'utilisation d'un moteur ou d'un véhicule-automobile faisant partie d'une catégorie dont l'utilisation exige, en vertu d'un règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, la mise en place d'un appareil destiné à réduire ou éliminer l'émission de contaminants dans l'atmosphère, sans que le moteur ou le véhicule-automobile ne soit muni d'un tel appareil, ou dont le fonctionnement a pour effet d'émettre un polluant dans l'atmosphère.»

20. L'article 53 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement de l'alinéa introductif par le suivant:

«**53.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements applicables à l'ensemble ou à toute partie du territoire du Québec, pour:»;

b) par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

«g) soustraire toute catégorie de poste de détection du deuxième alinéa de l'article 47, eu égard, entre autres critères, à la durée d'installation de ces postes ou à l'affectation de ceux-ci.»

21. L'article 61 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**61.** Lorsqu'il est établi, après enquête, qu'il en résulte un avantage manifeste, le ministre peut, à défaut d'entente entre les municipalités intéressées, ordonner qu'un système de gestion des déchets ou une partie de celui-ci soit exploité en commun par deux ou plusieurs municipalités ou qu'une municipalité assure, dans une autre municipalité ou une partie d'une autre municipalité, la totalité ou une partie des services compris dans un système de gestion des déchets ou ordonner toute autre mesure qu'il juge appropriée.»

22. L'article 63 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**63.** Une municipalité obligée de faire des travaux en vertu des articles 60 ou 61 est autorisée à contracter un emprunt qui ne requiert pas d'autres approbations que celles du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec.»

23. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 64, du suivant:

«**64a.** Dans le cas où un règlement a été adopté en vertu du paragraphe e de l'article 70 pour une partie du territoire du Québec, une municipalité ou une personne peut demander au Directeur de fixer les taux exigés par l'exploitant de tout lieu d'élimination des déchets situé dans le territoire visé par ce règlement.

Dans le cas où le Directeur a décrété de tels taux, l'exploitant ne peut percevoir de la requérante d'autres taux que ceux qui ont été fixés.

Tout contrat entre une municipalité et une personne pour l'enlèvement, le transport ou l'élimination des déchets dans un territoire visé au premier alinéa doit indiquer séparément le taux d'élimination des déchets.»

24. L'article 66 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**66.** Nul ne peut déposer des déchets dans un endroit autre qu'un lieu d'élimination, d'entreposage ou une usine de traitement des déchets approuvé par le Directeur en vertu des articles 54 ou 55, sauf dans les cas prévus par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.»

25. L'article 84 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**84.** Les fonctionnaires visés aux articles 119 et 120 peuvent, partout au Québec, exercer les pouvoirs attribués aux municipalités ou à leurs officiers aux articles 76, 78 et 80. Suite à l'intervention d'un tel fonctionnaire, le Directeur peut présenter une requête selon les articles 81 ou 82.»

26. L'article 86 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**86.** Sans restreindre les pouvoirs du ministre et du Directeur à cet égard, il est du devoir des municipalités d'exécuter et de faire exécuter tout règlement du lieutenant-gouverneur en conseil adopté en vertu de la présente loi qui édicte que tel règlement ou certains articles de ce règlement sont appliqués par toutes les municipalités, par une certaine catégorie de municipalités ou par une ou plusieurs municipalités, sauf si un règlement municipal portant sur les matières visées dans les règlements susmentionnés a été approuvé conformément à l'article 124. Aucun permis de construction, de réparation ou d'agrandissement ne peut être émis par une municipalité si le projet de construction, de réparation ou d'agrandissement n'est pas en tous points conforme à tels règlements.»

27. L'article 87 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe c par le suivant:

«c) pour réglementer, à l'égard de l'ensemble ou de toute partie du territoire du Québec, la construction, l'utilisation des matériaux, la localisation, la relocalisation et l'entretien des installations septiques et des lieux d'aisance individuels et communs, des égouts privés, drains et puisards et autres installations destinées à recevoir ou éliminer les eaux usées, pour interdire la construction de certaines catégories de bâtiments si la superficie de terrain ne permet pas de respecter les normes établies ou si le bâtiment n'est pas desservi par certaines catégories de systèmes d'évacuation et de traitement des eaux usées et pour prohiber les équipements non conformes;».

28. L'article 96 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Une ordonnance rendue en vertu de l'article 59 n'est cependant pas susceptible d'appel.»

29. L'article 100 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Toute personne ou municipalité peut alors intervenir devant la Commission municipale.»

30. L'article 104 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe introductif du premier alinéa par le suivant:

«**104.** Le ministre peut:»

31. Les articles 106 et 107 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

«**106.** Une personne physique qui enfreint l'un ou l'autre des articles 20, 21, 22, 25, 26, 27, 28, 29, 31*a*, 49, 68, 72, 73, 91, 114*a* ou 123*a* de la présente loi est coupable d'une infraction et passible, sur poursuite sommaire, d'une amende:

a) d'au moins deux cents dollars et d'au plus cinq mille dollars pour la première infraction; et

b) d'au moins quatre cents dollars et d'au plus dix mille dollars pour toute infraction subséquente.

Une corporation coupable d'une infraction visée à l'alinéa précédent est passible d'une amende minimale trois fois plus élevée et d'une amende maximale six fois plus élevée que celles qui sont prévues à l'alinéa précédent.»

«**107.** Une personne physique qui refuse ou néglige, contrairement aux dispositions de la présente loi ou des règlements adoptés en vertu de celle-ci, de produire une déclaration ou une garantie, fournir des informations ou des rapports, soumettre des plans, demander une approbation, une autorisation ou un permis au Directeur ou de se conformer à l'une de ses ordonnances ou à une ordonnance du ministre, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, dans les cas autres que ceux visés à l'article 106, d'une amende:

a) d'au moins cent dollars et d'au plus trois mille dollars pour une première infraction; et

b) d'au moins deux cents dollars et d'au plus cinq mille dollars pour toute infraction subséquente.

Une corporation coupable d'une infraction visée à l'alinéa précédent est passible d'une amende minimale trois fois plus élevée et d'une amende maximale six fois plus élevée que celles qui sont prévues à l'alinéa précédent.

«**107*a*.** Les pénalités visées à l'article 107 s'appliquent également à ceux qui refusent ou négligent de se conformer à une ordonnance émise en vertu de la Loi de la Régie des eaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 183), de la Loi de l'hygiène publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 161) ou de la Loi de la Régie d'épuration des eaux (Statuts refondus, 1941, chapitre 44A) portant sur l'une ou l'autre des matières visées par la présente loi. Ces ordonnances sont toujours en vigueur, même dans le cas de

celles qui ont été émises par la Régie d'épuration des eaux et qui n'ont pas été approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil, sauf si elles ont été depuis abrogées ou modifiées par une autre ordonnance émise en vertu de la présente loi.»

32. L'article 108 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**108.** Quiconque enfreint l'article 66 commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende n'excédant pas deux cents dollars.»

33. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 109, des suivants:

«**109a.** Nonobstant les articles 106 à 109, tout règlement du lieutenant-gouverneur en conseil adopté en vertu de la présente loi peut prescrire qu'une infraction aux dispositions de ce règlement rend le contrevenant passible, sur poursuite sommaire:

a) dans le cas d'une personne physique, d'une amende minimale d'au plus cinq mille dollars et d'une amende maximale d'au plus dix mille dollars dans le cas d'une première infraction et d'une amende minimale d'au plus dix mille dollars et d'une amende maximale d'au plus vingt-cinq mille dollars dans le cas d'une infraction subséquente, ou, dans tous ces cas, d'une peine d'emprisonnement d'un maximum de six mois ou de la peine d'emprisonnement et de l'amende à la fois;

b) dans le cas d'une corporation, d'une amende minimale d'au plus dix mille dollars et d'une amende maximale d'au plus cinquante mille dollars dans le cas d'une première infraction et d'une amende minimale d'au plus vingt-cinq mille dollars et d'une amende maximale d'au plus cent mille dollars dans le cas de toute infraction subséquente.

Les peines visées dans les paragraphes *a* et *b* du premier alinéa peuvent être prescrites de manière à ce qu'elles varient selon l'importance du dépassement des normes auxquelles on a contrevenu.

«**109b.** Dans la détermination du montant de l'amende, le tribunal tient compte notamment, dans l'ordre suivant:

a) de tout préjudice physique, psychologique ou esthétique subi par des êtres humains, la faune, la flore et la vie biologique par suite de l'infraction;

b) de tout danger créé pour la santé humaine par l'infraction;

c) de toute altération temporaire ou permanente de la qualité de l'environnement causée par l'infraction;

d) des revenus que le contrevenant a retirés de la commission de l'infraction;

e) des revenus annuels du contrevenant.

«**109c.** Une personne qui accomplit ou omet d'accomplir quelque chose en vue d'aider une personne à commettre une infraction à la présente loi ou qui conseille, encourage ou incite une personne à commettre une infraction, commet elle aussi l'infraction et est passible de la même peine.»

34. L'article 110 de ladite loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

«Est également coupable d'une infraction celui qui poursuit, jour après jour, l'utilisation d'une construction ou d'un procédé industriel, l'exploitation d'une industrie, l'exercice d'une activité ou la production d'un bien ou d'un service sans détenir le certificat d'autorisation requis par l'article 22 ou par l'article 31a, dans la mesure où ledit certificat est requis. Les pénalités visées à l'article 106 s'appliquent à ces infractions.»

35. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 110, du suivant:

«**110a.** Dans le cas où on a fait des fausses représentations au Directeur, au ministre ou à un fonctionnaire visé aux articles 119 ou 120, la prescription court à compter du moment où la fausseté de la déclaration est portée à l'attention de l'une de ces personnes.»

36. Ladite loi est modifiée par l'addition, après l'article 114, des suivants:

«**114a.** Lorsqu'il estime qu'il y a urgence, le ministre peut ordonner à toute personne ou municipalité de ramasser ou d'enlever tout contaminant déversé, émis, dégagé ou rejeté dans l'eau ou sur le sol, accidentellement ou contrairement aux dispositions de la présente loi ou des règlements du lieutenant-gouverneur en conseil et de prendre les mesures requises pour nettoyer l'eau et le sol et pour que ces contaminants cessent de se répandre ou de se propager dans l'environnement.

«**114b.** Le Directeur peut émettre une ordonnance selon l'article 27a à toute personne qui a entrepris l'exploitation d'une carrière ou sablière sans le certificat d'autorisation requis en vertu de l'article 22.»

37. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 115, du suivant:

«**115a.** Le ministre est autorisé à prendre toutes les mesures qu'il indique pour nettoyer, recueillir ou contenir des

contaminants émis, déposés, dégagés ou rejetés dans l'environnement ou susceptibles de l'être ou pour prévenir qu'ils ne soient émis, déposés, dégagés ou rejetés dans l'environnement lorsque, à son avis, ces mesures sont requises pour éviter ou diminuer un risque de dommage à des biens publics ou privés, à l'homme, à la faune, à la végétation ou à l'environnement en général.

Le ministre peut, en la manière de toute dette due au gouvernement, réclamer les frais directs et indirects afférents à ces mesures de toute personne ou municipalité responsable de l'émission, du dépôt, du dégagement ou du rejet des contaminants, que celle-ci ait été ou non poursuivie pour infraction à la présente loi. La responsabilité est solidaire lorsqu'il y a une pluralité de responsables.»

38. L'article 116 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**116.** Toutes les amendes imposées en vertu de la présente loi sont versées au fonds consolidé du revenu. Toutefois, les amendes appartiennent à la municipalité dans le cas de toute poursuite intentée par une municipalité.»

39. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 116, du suivant:

«**116a.** Dans toute poursuite civile ou pénale intentée pour l'application de la présente loi et dans tout appel interjeté selon la section XI, un certificat relatif à l'analyse d'un contaminant ou de toute autre substance et signée par une personne qui a agi à la demande des services de protection de l'environnement, est accepté comme preuve *prima facie* des faits qui y sont déclarés et de l'autorité de la personne qui signe ce certificat sans autre preuve de sa nomination ou de sa signature.

Le coût de cette analyse tel qu'établi par le ministre, fait partie des frais à la poursuite dans le cas d'une poursuite générale ou civile.»

40. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 118, des suivants:

«**118a.** Tout avis ou décision dont la signification est requise en vertu des articles 25, 97 ou 103 est valablement signifié par pli recommandé ou par huissier.

«**118b.** Toute ordonnance émise à l'endroit du propriétaire d'un immeuble peut être enregistré contre cet immeuble. Elle est alors opposable à tout acquéreur dont le titre est enregistré subséquemment et celui-ci est tenu d'assumer les obligations imposées à l'ancien propriétaire aux termes de l'ordonnance.

«**118c.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, selon les conditions qu'il détermine, soustraire l'ensemble ou une partie du territoire de toute municipalité de l'application de certains articles de la présente loi, dans la mesure où telle municipalité a conclu un protocole d'entente avec le ministre relativement au contrôle des sources de contamination de l'environnement et des rejets de contaminants situés sur le territoire de ladite municipalité. Cette décision entre en vigueur dès sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.»

41. L'article 119 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**119.** Tout fonctionnaire autorisé à cette fin par le ministre ou par le Directeur peut, à tout moment raisonnable, pénétrer sur un terrain, dans un édifice autre qu'une maison d'habitation, dans un véhicule ou sur un bateau, afin de prélever des échantillons, installer des appareils de mesure, procéder à des analyses, consulter des registres ou examiner les lieux pour les fins de l'application de la présente loi et des règlements adoptés en vertu de celle-ci.»

42. L'article 120 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**120.** Le ministre, le Directeur et les fonctionnaires autorisés par eux à cette fin peuvent requérir de toute personne qui fait, a fait ou a manifesté l'intention de faire une chose visée par la présente loi ou les règlements adoptés en vertu de celle-ci, toutes les informations nécessaires à l'exercice de leurs fonctions et ordonner l'installation de toute affiche requise pour protéger le public relativement à une matière régie par la présente loi ou les règlements adoptés en vertu de celle-ci.»

43. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 120, des suivants:

«**120a.** Un fonctionnaire autorisé par le ministre à cette fin peut saisir un produit lorsqu'il a raison de croire que celui-ci contient des contaminants au-delà d'une norme fixée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

«**120b.** Mainlevée d'une saisie peut être donnée par un fonctionnaire visé à l'article 120a dès qu'une analyse de laboratoire confirme la conformité du produit saisi avec les règlements du lieutenant-gouverneur en conseil. La mainlevée doit être donnée si le produit saisi n'a pas été confisquée dans les trente jours de la saisie.

«**120c.** Le ministre peut confisquer un produit dans le cas où une analyse de laboratoire confirme qu'il contient des contaminants

au-delà d'une norme fixée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

«**120d.** Nul ne peut, sans l'autorisation du ministre, vendre, utiliser ou offrir en vente un produit saisi ou confisqué ni enlever ou permettre d'enlever ce produit, son contenant ou la fiche de saisie ou de confiscation.

«**120e.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour prescrire la forme et la teneur de toute fiche de saisie, de confiscation ou de mainlevée et prescrire l'usage qui peut être fait de ces documents.»

44. L'article 121 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**121.** Nul ne doit entraver l'exercice des fonctions d'un fonctionnaire visé dans les articles 119, 120 et 120a ni le tromper par des réticences ou des fausses déclarations ni négliger d'obéir à tout ordre qu'il peut donner en vertu de la présente loi ni enlever, détériorer ou laisser se détériorer une affiche dont il aura ordonné l'installation. Tel fonctionnaire doit, s'il en est requis, exhiber un certificat attestant sa qualité et portant la signature du ministre ou du Directeur.»

45. Ladite loi est modifiée par l'addition, après l'article 123, des suivants:

«**123a.** Lorsqu'une autorisation, un permis, un certificat d'autorisation ou un certificat délivré par le Directeur ou le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente loi vise l'exécution de certains travaux par lesquels, selon les termes mêmes de cette autorisation, permis, certificat d'autorisation ou autorisation, le requérant doit prendre certaines mesures ou installer des équipements destinés à prévenir, limiter ou empêcher l'émission, le rejet, le dépôt ou le dégagement de contaminants dans l'environnement, il est interdit d'entreprendre ou de poursuivre l'utilisation ou l'exploitation des ouvrages ainsi construits sans que les équipements et les mesures destinés à prévenir, limiter ou empêcher l'émission, le rejet, le dépôt ou le dégagement de contaminants fonctionnent ou soient mis en oeuvre selon le cas.

Toute personne qui a soumis certains renseignements ou qui a prétendu être en mesure de respecter certaines normes en vue d'obtenir un certificat d'autorisation, est tenue de respecter ses engagements si un certificat d'autorisation a été émis, même si les représentations du requérant sont plus exigeantes que celles prescrites par tout règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

Le présent article s'applique à tout certificat d'autorisation, certificat, autorisation ou permis émis depuis l'entrée en vigueur de la présente loi selon l'article 166.

«**123b.** Sous réserve des dispositions de l'article 99, toute décision du Directeur ou de la Commission municipale du Québec en matière de taux ou de taxe d'eau rendue le ou après le 1^{er} janvier 1973 est exécutoire nonobstant tout appel ou autre contestation devant les tribunaux judiciaires.

Le présent article s'applique également à toute décision de la Commission municipale rendue en vertu de l'article 628 de la Charte de la ville de Montréal.»

46. L'article 164 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**164.** Les membres de la Régie des eaux deviennent par le seul effet de la présente loi membres de la Commission municipale du Québec comme s'ils avaient été nommés en vertu de l'article 3 de la Loi de la Commission municipale (Statuts refondus, 1964, chapitre 170).

Le présent article a effet depuis le 21 décembre 1972.»

47. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.